que sais-je ?

LE JAPON CONTEMPORAIN

MICHEL VIÉ



PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

16° O² a
1979

Le Japon contemporain

16 °0'0
1979

Z003867
93 NC

QUE SAIS-JE ?

Le Japon contemporain

MICHEL VIÉ
Professeur des Universités à l'Institut National
des Langues et Civilisations Orientales

Sixième édition corrigée
36e mille

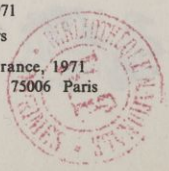


DL 16 MAI 95 10643

ISBN 2 13 044327 3

Dépôt légal — 1re édition : 1971
6e édition corrigée : 1995, mars

© Presses Universitaires de France, 1971
108, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris



INTRODUCTION

Plus encore que celle des autres nations, parce qu'il est plus éloigné, la compréhension du Japon contemporain (depuis 1871) dépend de l'actualité. Au XIX^e^ siècle, à mesure qu'il échappait à la menace d'une colonisation et qu'il se rangeait parmi les grandes puissances, la foi en l'unicité du progrès était trop répandue pour que son succès pût être attribué à une autre cause que l'occidentalisation volontaire décidée par ses dirigeants, au début de Meiji. Plus tard, durant la décennie qui précéda la guerre du Pacifique (1941-1945), la division du monde en idéologies contradictoires, puis, au retour de la paix, la mort dans la défaite du Japon impérial sensibilisèrent les historiens aux coupures chronologiques tranchées, à la fatalité du devenir. D'où, dans la périodisation, une double tendance, à valoriser à l'extrême la séparation entre les époques d'Edo et de Meiji, à traiter comme un tout le Japon contemporain, en fonction de la guerre du Pacifique. De là encore, cette tendance à chercher l'origine de la guerre, non dans un rapport entre les transformations du milieu international et l'évolution interne du Japon, mais dans la fatalité d'un impérialisme qu'on disait issu d'une contradiction entre l'Etat et les forces populaires, d'une distorsion entre modernisation et démocratisation.

Libéraux et marxistes pensent qu'il existait dans le

Japon de Meiji (1868-1912), de Taisho (1912-1926), de Showa jusqu'à la guerre, une force de rechange. Eût-elle triomphé, la modernisation en eût été plus assurée, et le devenir du pays, par la démocratie politique ou la révolution, modifié.

Pour les premiers, l'Etat fut toujours dominé, depuis le début de Meiji, par des bureaucrates et des militaires, imprégnés de pensée allemande, avides d'autorité à l'intérieur, de puissance à l'extérieur. Par deux fois (surtout de 1878 à 1885, sous l'aspect d'un mouvement pour la « liberté et le pouvoir du peuple », et de 1918 à 1926, pendant la « démocratie de Taisho »), une opposition se forma, imprégnée de philosophie politique anglaise et française, puis de christianisme et de marxisme ; elle fut défaite par ses faiblesses internes, par l'oppression du pouvoir. Dans une large synthèse, classique après la guerre, les historiens marxistes ont expliqué « l'absolutisme » par la persistance, après Meiji, d'un régime agraire « semi-fëodal » (propriétaires « parasites », rente très élevée versée par les tenanciers), par un capitalisme de formation très rapide (par transfert de la rente agraire), mais fragile (par insuffisance du marché intérieur formé de paysans pauvres et, en conséquence, d'ouvriers mal payés), tributaire des achats de l'Etat, surtout militaires, et de l'expansion outre-mer. D'où, pour la bourgeoisie, une impossible autonomie, son alliance ancienne, mais maintenue, malgré des cassures temporaires, avec l'aristocratie, la haute administration et l'armée (longtemps formées de *samurai*). Despotisme et impérialisme auraient abouti, à partir de 1930, à une forme particulière de « fascisme ». Ces conceptions ont en commun, entre autres, d'insister sur les limites de la rupture survenue, au début de Meiji, avec le « passé fëodal » d'Edo. Mais elles attribuent tout le côté favorable du Japon moderne (son dynamisme) aux innovations, tous ses défauts à la persistance de structures anciennes d'autorités, qui, se renforçant par confiscation du capitalisme, auraient fait échouer la mutation, logiquement attendue, vers le libéralisme et la démocratie.

A la lumière de l'historiographie présente, ces représentations sont à corriger au double plan de la périodisation et des définitions de base.

a) Entre Edo et Meiji, la continuité fut large (dans l'élite où se recrutèrent les cadres du gouvernement et de l'opposition, dans les processus de la bureaucratie, le sentiment national et finale-

ment l'industrialisation). Elle explique en partie l'expansion économique, indépendamment toutefois de toute continuité dans la « grande bourgeoisie », la majorité des *zaibatsu* ayant été créés *ex nihilo*.

b) D'importantes discontinuités apparaissent dans la période contemporaine. Entre les guerres de Meiji et celle du Pacifique, ce n'est pas la marche inéluctable d'un impérialisme dû aux contradictions internes du régime économique et social qui fut déterminante, mais le changement du milieu international, où le Japon avait à défendre son rang.

c) Une réévaluation de la Constitution de Meiji (1890), et de l'interaction entre gouvernement et opposition, ne permet plus de traiter l'Etat japonais comme autoritaire, avant 1932, voire 1937.

d) Le concept de « modernisation » est à clarifier. Lui donne-t-on un contenu trop large, son point de départ est à l'époque d'Edo ; la modernité du Japon et celle de l'Europe ne sont pas sans parallélisme chronologique. Ni archaïque, ni figé, le Japon « traditionnel » était en pleine croissance. Entendue comme une « occidentalisation », la modernisation est de portée plus réduite. Les emprunts massifs de techniques et d'idées ne furent efficaces que pour autant qu'ils furent intégrés dans les structures psychosociales déjà actives dans les premières phases de la croissance. Décisive en revanche fut la compétition dans laquelle fut entraîné le Japon, du fait de son entrée dans le système international dominé par l'Europe et les Etats-Unis. La lutte pour l'indépendance, le désir de rivaliser avec l'Occident vinrent insérer, dans un développement en cours, une politique de puissance qui resta un aspect essentiel de la modernisation. Elle en fit une stratégie visant la réalisation d'une synthèse efficace d'éléments autochtones et étrangers. Même l'introduction d'idéologies nouvelles semble lui avoir été subordonnée : l'intérêt porté au libéralisme politique, au christianisme, au marxisme ne vint pas tant des tensions internes de la société japonaise que d'un désir diffus de ravir à l'Occident le secret de sa supériorité.

e) Il faut mettre en parallèle la faiblesse de la démocratie conflictuelle (lutte des classes, des valeurs, des gouvernants et des gouvernés) avec le progrès lent mais continu de la démocratie intégrée qui accompagna industrialisation et urbanisation. Il se manifesta au plan de la liberté dans le choix d'une profession, de l'égalité scolaire, de la mobilité sociale, de la participation des groupes, en plus grand nombre (et, par leur intermédiaire, des individus), à la vie nationale : tendances qui se développent actuellement dans un climat d'apolitisme.

L'originalité de la période contemporaine, pour le Japon, ce serait donc moins son démarrage brutal, la fatalité de son devenir, l'affrontement de l'Etat autoritaire et d'une force libérale et démocratique, qu'une association jamais à ce point réalisée de dynamisme et de cohérence. Pas de mouvement de fond : ni révolution, ni action durable des masses. La crise de 1929, ailleurs décisive, ne fut pas une cause essentielle de l'évolution, qui suivit, vers le totalitarisme. Inversement, l'expansion économique se poursuivit sans subir le contrecoup des fluctuations politiques intérieures, jusqu'en 1937 du moins. Les plus profondes ruptures dans la société vinrent de l'adaptation au milieu international, des choix qu'il imposait. Comment l'expliquer ?

Jusqu'en 1945, il n'était pas douteux pour la majorité des Japonais que les succès remportés étaient imputables à une « structure nationale » *(kokutai)* unique au monde, et dont l'originalité était explicitée en combinant une théorie sociologique de la famille-nation et un irrationalisme mythologique exaltant les origines divines de la dynastie impériale. Parce qu'elle était au centre de la propagande nationaliste, la notion de *kokutai* fut emportée par la défaite. Est-ce à dire qu'on puisse négliger les faits positifs qu'elle véhiculait plus ou moins consciemment ? L'absence de révolution dans l'histoire souvent violente du Japon, la continuité de la dynastie régnante au moins depuis le v^e^ siècle ne peuvent manquer de faire problème. Les études sur le capitalisme ou la bureaucratie au Japon soulignent l'importance de relations humaines qui lui sont propres dans les organisations. Ainsi, sans tenter de reconstruire l'histoire à partir d'un principe transcendant, il est permis de chercher s'il existait au Japon des structures psychosociales qui ont pu l'aider tant à réussir son industrialisation qu'à en contrôler les effets.

L'isolement insulaire du Japon renforça la cohé-

rence. Non qu'il eût été jamais complet : l'insularité fut plutôt à l'origine d'une alternance de phases de repli et de phases d'ouverture ou d'expansion. Mais il persista psychologiquement jusqu'à l'occupation américaine. Dans une certaine mesure, il dure encore, fondé sur une conscience aiguë de la singularité de l'expérience historique du Japon contemporain. Il s'appuie sur une aptitude à distinguer, longtemps après leur intégration, l'origine géographique des éléments constituant la civilisation nationale, au plan de la pensée abstraite comme de la vie quotidienne, l'insularité ayant eu pour conséquence encore de séparer les courants d'influence. D'où l'émergence d'un noyau autochtone conscient mais non explicite que l'absence de comparaison fréquente avec l'étranger fige en donnée intemporelle et irrationnelle. C'est l'origine psychologique du *kokutai*.

Plus décisive fut la cellule sociale de base qui allie, malgré les apparences, une certaine faiblesse des liens de consanguinité, donc de la famille, et une tendance à réaliser des relations de type familial (sur le modèle parent-enfant) dans toute sorte de groupes fonctionnels. L'institution centrale en est la « maison » *(ie)*, organisation patrilinéaire visant la pérennité, source de protection et objet essentiel des devoirs. Tant que l'économie agricole domina et que le volume des migrations resta faible, la « maison » coïncida avec un groupe familial plus ou moins large. Même alors pourtant sa composition et son extension dépendaient des besoins fonctionnels : des étrangers — force de travail ou capacités — y entraient par adoption ; certains fils, des cadets, s'en éloignaient pour fonder des « maisons séparées » *(bunke)* subordonnées, mais très inégalement, à la maison principale *(honke)* avec laquelle elles formaient une union familiale *(dozoku)*, douée elle aussi en principe de pérennité. Il s'ensuit que la « maison »,

au Japon, put d'adapter aux transformations techniques, ou être recréée, hors de toute référence au groupe familial réel, dans les offices publics ou les entreprises, l'isolement, dans les villes, de la cellule conjugale permettant sans trop de conflit une intégration de la vie privée dans les nouveaux organismes collectifs. Au Japon, la psychologie du groupe a pu rester inchangée tout en absorbant les effets de l'industrialisation, qui ainsi en fut accélérée.

Persistant à être une société de groupes bien délimités, dont les membres sont fortement intégrés, la société japonaise contemporaine a offert une double issue au problème de l'autorité. Les relations à l'intérieur de la « maison » n'étant pas contractuelles, le pouvoir du chef y est plus grand que dans une organisation féodale. Mais ce chef est au service d'une institution qui le dépasse, dont la prospérité en revanche intéresse tous les membres participants : son autorité, illimitée par principe, repose sur l'adhésion unanime de ceux qu'il dirige, l'emploi fréquent et apparent de la contrainte étant à éviter. La fonction de chef exprime moins une supériorité individuelle qu'une personnalisation de la solidarité du groupe : système éminemment défavorable à l'individualisme, à la base, mais aussi au sommet. D'où en puissance une ouverture sur l'égalité, une restriction considérable du pouvoir d'initiative attribué au leader. L'infléchissement vers le despotisme ou vers la démocratie dépend de l'environnement.

On retrouve le même éventail de possibles dans la perception par le groupe de cet environnement. Compris dans une société à cloisonnement vertical intense, l'étranger lui apparaît dès ses frontières, quelque ressemblant qu'il soit. A mesure qu'elle embrasse un domaine plus lointain, hors de la région ou de la communauté japonaise, cette perception se charge de différences concrètes. Ainsi, le nationalisme peut s'accommoder d'une large acceptation d'influences extérieures. Sans intention missionnaire, il est disponible à la communication rationnelle. L'irrationalisme peut au contraire l'envahir complètement, dès lors que l'étranger, abstraction faite de ce qu'il a de différent, paraît menacer la cohérence du groupe. Là encore, c'est l'environnement (la pression internationale, l'alternance de prospérité et de dépression) qui est déterminant.

La recherche par priorité de la solidarité du groupe modifie la place de l'idéologie dans la société. Le processus de décision par

adhésion unanime (pour autant qu'il soit formalisé) et non à la majorité repose sur l'affectivité. A-t-il pour objet une idée (dans le cas d'un groupe fonctionnel non familial surtout), ce n'est pas sa valeur intrinsèque seule, mais son aptitude à atténuer les dissensions dans le groupe, qui la fera choisir. Le plus dangereux serait de donner une portée théorique aux désaccords : d'où un refus profond de toute pensée abstraite dans les relations humaines, qui laisse douter que l'idéologie puisse, dans la société japonaise, exprimer adéquatement la réalité des attitudes. Au contraire, les subtilités de raisonnement se déploient pour justifier les cloisonnements, rationaliser, *a posteriori,* les cassures existantes.

Les virtualités de la cellule sociale de base n'ont pas été altérées par la formation de grands ensembles, politiques ou de production. La recherche d'une harmonisation entre le groupe familial et l'Etat, débouchant sur des solutions diverses, à mesure que changeaient les contacts avec l'étranger, les techniques de productions et d'échanges, forme l'axe de toute l'histoire du Japon. Non sans succès. Contrairement aux autres civilisations, c'est ici, en se fondant sur la famille (en tant que groupe fonctionnel plus haut décrit), et non en la limitant, que des solidarités plus larges, y compris celles de la féodalité, furent créées. Toutefois, à ce niveau, le maintien de la cohérence (les cellules persistant avec leur unanimité à caractère affectif) devient difficile, d'autant plus que dans la société globale les grands ensembles sont conduits à des choix qui sont inclus dans leur raison d'être. Il en résulte, au long de l'histoire, une tendance très marquée à la séparation entre le rôle d'unificateur (le chef personnalisant le consensus) et la fonction d'initiative. La totale passivité requise en tout temps du Tenno pourrait en être la conséquence extrême, produite au niveau de l'Etat, dont elle a conditionné la continuité.

Impossible de comprendre l'histoire du Japon contemporain sans cette logique particulière combinant la dynamique des groupes et la psychologie de l'isolement. En résultent les problèmes de l'intégration (passage de l'individu d'un type de groupe à un autre, en conservant la même attitude), de la cohérence (unité de l'Etat en dépit du cloisonnement vertical de la société et partant des institutions) et de la communication avec le monde extérieur (avec le milieu international). L'intégration fut obtenue, parallèlement à l'élan

de la réussite économique. Aléatoires restèrent l'unité de direction et les contacts avec l'étranger, dont les vicissitudes forment la trame de fond des ères Taisho et Showa. L'originalité du Japon apparaît dans les processus de décision, dans le climat général d'irresponsabilité. A noter, sous la plume d'un historien, le recours à ce concept pour caractériser le « fascisme » de son pays, en opposition avec celui d'Italie et d'Allemagne *(musekinin.fasisumu)*[1]. Autant de particularités sociologiques connues depuis longtemps : il faudrait maintenant les incorporer dans l'écriture de l'histoire, ne plus articuler les récits en recourant à l'expression de volontés individuelles (« l'empereur ordonna que... »), ne plus interpréter *a priori* les événements comme des chocs d'idées ou de classes sociales, ce qui supposerait chez les Japonais une perception horizontale des relations humaines, impossible tant que l'individu est intégré dans des groupes à dominante verticale, ne plus voir des ruptures là où l'emportent les continuités, des conflits quand domine la conciliation.

1. Cf. Ōuchi, *Fasisumu no michi*, p. 489. M. Ishida Takeshi, professeur de science politique à l'Institut des Sciences sociales de l'Université de Tokyo, écrit du Japon d'avant-guerre : « Bateau sans barreur, mais aux rameurs puissants » (*Temps moderne*, février 1969).